

## Guerre d'Algérie et vie politique française (1954-2005)

Session thématique « Colonialisme et anticolonialisme français »

*Mercredi 21 juin 2006, matin (9h-11h), salle F 08*

La Guerre d'indépendance d'Algérie a amené en France une polarisation sociale aiguë qui a conduit le pays maintes fois au bord de la guerre civile. La réaction des gouvernements de la IV<sup>e</sup> et de la V<sup>e</sup> République a consisté à nier la réalité coloniale et la réalité même de la guerre. Cela n'a pas pu empêcher que sur le plan de la politique intérieure, la métropole connaisse de vastes mouvements contre la mobilisation du contingent, puis contre la torture, et enfin contre la guerre même.

Bien que le conflit colonial ait signifié dans l'histoire française un changement d'époque, l'État le traita pendant plus de trente-cinq ans comme un non-événement. À l'origine de cette stratégie de refoulement se trouve l'impossibilité pour l'État d'intégrer la défaite en Algérie dans le grand livre de la tradition nationale. Le gaullisme resta divisé quant à son rapport à l'Algérie française et à l'indépendance de l'Algérie. De la même manière, à cause de leur politique contradictoire entre 1954 et 1962, les courants dominants à gauche se montrèrent incapables de faire rétrospectivement de la guerre d'Algérie un objet de débat public.

Les débats des années 2000-2001 sur la torture et la controverse autour de la loi du 23 février 2005 ont montré que la guerre d'Algérie, comme tout événement historique, peut dans un autre contexte devenir un point de référence dans la perception historique collective. L'Algérie n'est plus un sujet tabou. Pour autant, l'espoir d'une réconciliation des mémoires antagonistes s'est révélé illusoire. La guerre d'Algérie continue à diviser la V<sup>e</sup> République.